

## IMMIGRATION - ALLEMAGNE: David contre Goliath

Von Christian Jakob, eingestellt am 19.02.2014



Dernières nouvelles des luttes auto-organisées des réfugiés en Allemagne: alors que les réfugiés occupant toujours la Oranienplatz à Berlin sont en danger d'évacuation et que les «réfugiés de Lampedusa» à Hambourg continuent à se battre pour leur droit de séjour, l'article qui suit, de Christian Jakob, activiste du réseau Afrique-Europe-Interact et journaliste à la TAZ, resitue les derniers événements dans leur contexte.

Cologne, le 31 août 1986. Un attentat détruit le bâtiment de l'Office fédéral de l'administration, situé rue Barbara. Dans la lettre de revendication des Revolutionäre Zellen (Cellules Révolutionnaires), on pouvait lire: «Toutes les données sur les non-Allemands résidents ou l'ayant été, en RFA, sont concentrées dans un pool gigantesque du registre central de l'Office des étrangers à Cologne (?). Le registre central des étrangers est un registre raciste et totalitaire. C'est pourquoi il doit disparaître.»

Berlin-Wedding, le 18 juillet 2013. Des inconnus se laissent enfermer dans le bâtiment de la mairie de la Müllerstrasse. Ils forcent les portes des deux bureaux, dans l'enceinte desquels sont décidées les prestations en espèces et en nature pour les demandeurs d'asiles et les réfugiés «tolérés», et y mettent le feu. Les pompiers sont alertés autour de 19h56. Quand ils arrivent à maîtriser le feu, 1000 dossiers sont brûlés, dont deux cents complètement détruits.

Actions identiques, même cible. Mais, tandis qu'en Allemagne dans les années 1980, il y avait certes des réfugiés, mais pas de mouvement de réfugiés, il est aujourd'hui difficile de garder une vue générale sur les différentes actions de protestation des demandeurs d'asile et des réfugiés «tolérés». Citons-en quelques-unes: campements de protestation installés dans le centre de plusieurs villes allemandes, grève de la soif des «non-citizens» à Munich; arrivée à Karlsruhe de nouveaux cas «Dublin II» fuyant la Hongrie; grèves de la faim à Eisenhüttenstadt; des Africains venus de Lampedusa campant dans les rues de Hambourg depuis des semaines; des Roms menacés d'expulsion en tournée de protestation au niveau national; luttes locales des habitants des foyers de réfugiés de l'est de l'Allemagne comme à Marken ou à Bitterfeld.

La résonance médiatique des actions est de plus en plus grande: les médias sont remplis de contributions sur le destin des réfugiés et leur contestation et cela bien avant le naufrage du bateau du 3 octobre dernier, au large de Lampedusa. Ils se positionnent sur leurs objectifs, et pas toujours d'une manière négative, loin de là. Par contre, les nazis et les populistes xénophobes se mobilisent avec beaucoup d'énergie contre l'existence des foyers de demandeurs d'asile. Et la manière alarmiste du gouvernement de présenter le nombre croissant des demandeurs d'asile au public amène de l'eau à leur moulin.

### Quelques victoires

Les luttes sont néanmoins couronnées de succès. En octobre, le gouvernement du Land de Bavière a décidé de supprimer l'approvisionnement en colis alimentaires (c'était le dernier qui le pratiquait encore), et ceci après de longues années de protestations

des réfugiés. A l'avenir, les demandeurs d'asile recevront une allocation en espèces et pourront s'acheter eux-mêmes leur nourriture. La Residenzpflicht (assignation à résidence) connaît une phase d'assouplissement. La CDU et le SPD viennent de se mettre d'accord, lors de leur contrat de coalition, sur le fait d'augmenter à 7 jours le nombre de jours d'absence de la circonscription autorisés, sans que les demandeurs d'asile aient à se justifier. Il est prévu une nouvelle réglementation du droit de séjour pour les bénéficiaires de longue date de la Kettenduldung (la tolérance renouvelable). L'interdiction de travail est ramenée d'une année à trois mois, sans que cela ne change en rien le problème de l'accès «non prioritaire» au marché du travail. Ce n'est pas encore la révolution et on est encore très loin des «même droits pour tous», mais les conditions de vie des demandeurs d'asile et des «tolérés» s'améliorent. Il est certain que l'on doit ces améliorations aux années de luttes des réfugiés.

De plus, la solidarité avec ces luttes prend une ampleur inimaginable auparavant. Le 2 novembre dernier, les 300 réfugiés subsahariens de la guerre de Libye surnommés les «Lampedusa de Hambourg» ont appelé à une manifestation qui a rassemblé 12.000 personnes. On n'avait pas vu depuis longtemps une telle mobilisation antiraciste. Quand les forces de police investirent, fin octobre, la Oranienplatz dans le quartier de Kreuzberg (Berlin) et y arrêtèrent quatre personnes, près de 1000 personnes se rendirent spontanément, quelques heures plus tard, sur les lieux.

Cette solidarité s'avère nécessaire, car du côté de l'Etat, la pression sur les protestataires va crescendo. En novembre, une partie des occupants de la Oranienplatz ont déménagé vers un hébergement à l'abri du froid, dans le quartier voisin Wedding, mais il s'est avéré que ce logement était loin d'être assez grand pour tout le monde et que certains n'y ont pas été admis. Par ailleurs, de nombreux réfugiés désirent maintenir leur camp, également pendant l'hiver, comme lieu de protestation politique, car toutes leurs revendications ? l'abolition complète de la Residenzpflicht, par exemple ? n'ont pas été satisfaites.

Monika Hermann, mairesse de l'arrondissement de Kreuzberg (parti des Verts) déclarait le 24 novembre que la tolérance du camp arrivait à son terme. Un déploiement policier considérable sur la Oranienplatz laissait craindre une évacuation du camp. Mais à la dernière minute, l'arrondissement a infléchi sa décision et la dissolution a été repoussée à plus tard. Le ministre de l'Intérieur de Berlin, Frank Henkel (CDU) a sommé Madame Hermann de faire évacuer le camp de protestation d'ici le 16 décembre. En réaction, des inconnus ont balancé de la peinture sur les murs du siège du ministère.

L'école occupée par les réfugiés, dans la rue Hermannstrasse à Kreuzberg, a aussi fait l'objet d'attaques verbales conservatrices. Aux yeux de la presse de boulevard, l'école n'est qu'une «maison de l'horreur», une maison «sans lois» ou bien «la maison de l'épouvante». Il s'agit de l'ex-école Gerhart-Hauptmann dont le bâtiment est occupé depuis décembre 2012.

Dans cette école vivent actuellement environ deux cents personnes, des réfugiés pour la plupart, venus rejoindre le mouvement de protestation de la Oranienplatz qui dure depuis plus de treize mois. Ce nombre dépasse les capacités d'accueil de l'école.

L'avenir du projet est devenu incertain depuis que, le 14 novembre dernier, un Africain a poignardé un autre Africain, à l'intérieur de l'enceinte de l'école et l'a gravement blessé. Un commando d'intervention spécial de la police est intervenu sur les lieux. Des agences de presse ont plus tard rapporté que l'agression avait eu lieu parce que «la victime n'avait pas voulu partager ses cigarettes et son whisky». Le conseiller municipal Hans Panhoff (Vert) a tenté de calmer les esprits. Selon lui, il serait erroné de conclure que «dans l'école domine une ambiance particulièrement agressive». «Compte tenu de la promiscuité, tout se déroule plutôt paisiblement» ajoute-t-il. Les habitants espèrent à présent pouvoir y passer au moins l'hiver.

### **Evolution de la lutte**

Malgré toutes ces difficultés, le mouvement de protestation continue, sans baisse d'intensité. C'est ce qu'avait essayé d'obtenir la première génération d'organisations de réfugiés avec une longue série de campagnes lancées dans les années 1990. Ils n'ont pas réussi, malgré tous leurs efforts, à susciter l'intérêt du public, ni à élargir leur base. Alors d'où viennent cette dynamique et cette persévérance du nouveau mouvement de réfugiés, que n'avaient pas leurs prédécesseurs?

Le fait que le mouvement a su sortir de la logique communautaire a certainement joué un rôle important. Les luttes précédentes des réfugiés étaient souvent initiées par des communautés particulières en exil, se retrouvant sur la base de l'oppression nationale dont ils étaient les victimes. Ils pratiquaient la solidarité avant tout entre eux et reprochaient à l'Etat allemand de minimiser le despotisme de leur régime. Les partis d'exilés oppositionnels jouaient un rôle prépondérant: ils luttaient pour un droit de séjour au niveau individuel ou bien exigeaient l'arrêt des expulsions. La naissance de la «Caravane pour les droits des réfugiés et des migrants» en 1998, a été une tentative de briser la ligne de démarcation ethnique vis-à-vis des menaces d'expulsion.

Ce processus était concomitant avec la baisse d'importance de l'organisation formelle. Alors qu'auparavant, les luttes pour le droit de séjour étaient préparées longtemps à l'avance par des groupes spécifiques, lors de réunions en association avec des militants de la gauche allemande, les actions survenues les deux dernières années sont plutôt «éruptives».

L'évolution des pratiques d'expulsion a certainement contribué à ce changement de situation. Avec la directive Dublin-II, les reconduites aux frontières de l'Europe interviennent aujourd'hui plus rapidement que ça n'était le cas avec les expulsions directement vers le pays d'origine. Ceci entraîne une augmentation de la fluctuation dans les foyers et une diminution de la durée du séjour en Allemagne qui compliquent l'organisation sur le long terme. En même temps, la nécessité de se défendre plus rapidement et plus efficacement contre les expulsions Dublin-II est plus évidente: il existe de moins en moins de moyens juridiques, le délai nécessaire à la reconduite à la frontière d'un Iranien vers la Hongrie ou l'Italie est souvent bien plus court que le temps écoulé jusqu'à ce qu'une expulsion dans le pays d'origine ait vraiment lieu.

Ceci explique également la radicalisation du mouvement de protestation. La grève de la faim utilisée comme moyen de contestation contre les prestations en nature et les colis alimentaires ou bien contre l'hébergement dans les camps et les centres de rétention existait déjà lors des luttes précédentes. Mais avant ces derniers 18 mois, on n'avait jamais vu autant de réfugiés dans autant d'endroits décider de mener une grève de la faim.

La grève de la soif entamée par environ 50 réfugiés à Munich, par ailleurs contestée au sein des groupes de soutien, est par contre un nouveau phénomène. Immédiatement après, il est arrivé plusieurs fois cet été que des réfugiés en grève de la faim envisagent ce moyen de contestation qui mène encore plus rapidement à la mort.

Alors que le régime des frontières se modernise, dans les foyers de réfugiés, le temps semble s'être arrêté. En 2012, la Cour constitutionnelle accordait aux demandeurs d'asile des prestations sociales à quelque chose près équivalentes à celles des Allemands.

Nombre d'entre eux vivent pourtant toujours de prestations en nature et sans autorisation de travail, dans des foyers qui servent principalement à ôter l'envie à leurs occupants de vivre en Allemagne. Depuis les années 1990, les différentes luttes ont généré, dans les foyers, des experts en leur domaine, familiarisés avec le droit allemand et expérimentés en organisation de campagnes. Les luttes naissantes dans des lieux tels que Bitterfeld ou Eisenhüttenstadt profitent de l'expérience de ces derniers. En effet, des réfugiés fraîchement politisés y rencontrent des activistes de longue date, donnant ainsi d'emblée aux actions une pertinence rarement atteinte par les mouvements à leurs débuts.

Ces dernières années, les mouvements de contestation de gauche sont devenus plus pragmatiques. Par contre, on ne peut pas dire que les mouvements de réfugiés soient en train de se dépolitiser. Pas plus à leurs débuts que dans la phase actuelle, ils n'ont renoncé à leur critique internationaliste du capitalisme. Les revendications des réfugiés sont en partie pragmatiques, mais en règle générale, ils n'argumentent pas à un niveau légaliste («L'Etat doit se tenir à ses propres lois et par conséquent être plus gentil avec nous»). Le slogan de la caravane était: «Nous sommes ici car vous détruisez nos pays». Les «non-citizens» expliquent de la manière suivante comment ils veulent que l'on interprète leurs actions: «Nous ne sommes pas le maillon faible de la société, mais la couche la plus basse de la classe ouvrière». Ce sont les propos tenus par l'Iranien Arash Dosthosseini, après l'interruption de la grève de la soif des réfugiés de Munich par la police, début juillet. Il a été torturé en Iran avec des instruments d'origine allemande: «Si l'Allemagne exporte des armes dans le monde entier, elle doit s'attendre à ce que les personnes affectées qui veulent vivre dans des conditions humaines viennent ici», ajoute-t-il.

**Auteur original:**

Christian Jakob

---

**URL source (Obtenu le 2014-02-25 16:17):** <http://www.forumcivique.org/fr/articles/immigration-allemande-david-contre-gol>

**France:**

Hameau de St-Hippolyte  
F-04300 Limans  
Tel.: +33-492-73 05 98  
[fr@forumcivique.org](mailto:fr@forumcivique.org)

**Schweiz/Suisse:**

St. Johans-Vorstadt 13  
Postfach, CH-4004 Basel  
Tel.: +41-61-262 01 11  
Fax: +41-61-262 02 46  
PC/CCP 40-8523-5  
[ch@forumcivique.org](mailto:ch@forumcivique.org)

**Österreich:**

Lobnik 16  
A-9135 Bad Eisenkappel/  
?elezna Kapla  
Tel.: +43-42 38-87 05  
Fax: +43-42 38-87 05 4  
[at@forumcivique.org](mailto:at@forumcivique.org)

**Deutschland:**

Hof Ulenkrug  
Stubendorf 68  
17159 Dargun  
Tel.: +49-399 59-20 329  
Fax: +49-399 59-20 399  
[de@forumcivique.org](mailto:de@forumcivique.org)

**Ukraina | ????????:**

vul. Borkanyuka 97  
90440 Nizhne Selishche  
Khust, Zakarpattia  
Fax: +380-31 42-512 20  
[ua@forumcivique.org](mailto:ua@forumcivique.org)

**Rumânia:**

Joachim Cotaru  
str. Bisericii 234  
557168 Hosman (SB)  
Tel./Fax +40-269-583 153  
[ro@forumcivique.org](mailto:ro@forumcivique.org)